



RESEARCH ARTICLE

ECONOMIE MORALE DU BÉNÉVOLAT ÉDUCATIF ET APPRENTISSAGE DANS L'ÉCOLE COMMUNAUTAIRE DE PEUPLEU 2 DANS LA ZONE DE DANANÉ, CÔTE D'IVOIRE

ZIRIHI Yerehonon Jean

Enseignant-chercheur de sociologie, Université Peleforo GON COULIBALY (Korhogo, Côte d'Ivoire)

ARTICLE INFO

Article History:

Received 14th January, 2026
Received in revised form
24th February, 2026
Accepted 25th March, 2026
Published online 30th April, 2026

Keywords:

Bénévolat, École Communautaire,
Économie Morale, Inégalité Scolaire,
Ethnographie.

*Corresponding author:
ZIRIHI Yerehonon Jean

Copyright©2026, ZIRIHI Yerehonon Jean. 2026. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: ZIRIHI Yerehonon Jean. 2026. "Economie morale du bénévolat éducatif et apprentissage dans l'école communautaire de Peupleu 2 dans la zone de Danané, Côte d'Ivoire". *International Journal of Current Research*, 18, (04), 36889-36895.

ABSTRACT

Cet article examine les dynamiques du bénévolat éducatif dans le village rural de Peupleu 2, situé dans le département de Danané (Côte d'Ivoire), dans un contexte marqué par le retrait partiel de l'État, l'enclavement géographique et la précarité socioéconomique. Face aux limites de l'intervention publique, la communauté locale recourt à des enseignants bénévoles non qualifiés afin d'assurer la continuité de l'offre scolaire. S'appuyant sur une démarche ethnographique menée auprès de onze acteurs locaux impliqués dans les activités d'apprentissage, l'étude analyse les modalités d'engagement de ces bénévoles et les formes de soutien communautaire à l'école, perçue comme un bien commun. Les résultats montrent que le bénévolat éducatif repose sur des conditions de forte précarité et sur des attentes de reconnaissance sociale, tandis que le faible niveau de qualification des enseignants bénévoles et la vulnérabilité structurelle du milieu rural fragilisent les parcours scolaires des apprenants.

INTRODUCTION

En Côte d'Ivoire, depuis quelques années, avec la mise en œuvre de la politique étatique de « l'école pour tous » ou « école obligatoire », l'on constate le développement d'espace de tension entre aspirations communautaires à l'éducation et moyens limités de l'Etat en direction de certaines localités reculées. Etant dans l'impossibilité d'attirer des enseignants qualifiés en raison de l'isolement géographique et surtout de l'absence d'infrastructure sociale de base, de nombreuses localités recourent au bénévolat éducatif pour assurer la continuité de l'enseignement. Le village de Peupleu 2, dans le département de Danané, à l'extrême ouest ivoirien, illustre cette forme de résilience communautaire face aux limites de l'intervention institutionnelle. Dans une ingénierie qui se veut pragmatique, la mission éducative est soutenue par la solidarité et la reconnaissance sociale, de sorte que la communauté s'appuie sur des jeunes déscolarisés ou des adultes volontaires, non formés au métier de l'enseignement, pour assurer la continuité de l'école. Pour comprendre le sens de ces engagements, nous nous appuyons sur les outils analytiques de l'économie morale (Thompson 1991, p.76-136) et de (Bourdieu 1980, p. 2-3). L'apport d'Edward P. Thompson réside dans la mobilisation du concept d'économie morale, qui permet d'interpréter les engagements bénévoles au-delà d'une lecture strictement instrumentale ou compensatoire de l'action publique. À la suite de Thompson (1971), le bénévolat éducatif est appréhendé comme une pratique socialement normée,

fondée sur des attentes collectives de justice, de devoir et de responsabilité envers la communauté. À Peupleu 2, enseigner bénévolement s'inscrit dans une morale partagée selon laquelle l'éducation des enfants relève d'une obligation communautaire. Le recours à ces références théoriques aide à comprendre les logiques qui sous-tendent l'acceptation des conditions de travail précaire ; tels que l'isolement géographique de l'école et son état de délabrement, l'absence d'un cadre formel de rémunération des enseignants bénévoles, ainsi que l'engagement de tous les acteurs en faveur de l'école, malgré les conditions économiques précaires de leur milieu de vie, en insistant sur l'importance de la reconnaissance symbolique et sociale. En s'appuyant sur Bourdieu, l'étude révèle comment les enseignants bénévoles compensent l'absence de salaire et leur faible qualification par la mobilisation de réseaux locaux d'interconnaissance fondé sur la parenté, la proximité sociale et la confiance. À Peupleu 2, la communauté villageoise active la solidarité collective pour garantir une survie à l'école perçue comme un bien commun, à travers des soutiens matériels et symboliques. Toutefois, l'approche bourdieusienne permet également de souligner le caractère socialement situé et inégal du capital social, témoignant comment ces différents mécanismes de solidarité, en même temps qu'ils assurent la survie de l'école, contribuent à la fragilisation des apprentissages et à la reproduction des inégalités scolaires. Dans cette perspective, il convient d'admettre que la mobilisation des cadres conceptuels de

l'économie morale de Thompson et du capital social de Bourdieu représente des cadres d'analyse adéquats pour comprendre les tensions entre solidarité communautaire, précarité institutionnelle et inégalités éducatives dans les milieux ruraux ivoiriens. Sur le plan méthodologique, l'étude est basée sur une approche ethnographique, appuyée sur des observations et des entretiens. Elle nous a permis de comprendre comment, dans un environnement marqué par la débrouille, la loyauté sociale, et l'absence de rémunération, le bénévolat éducatif est devenu à la fois une forme de résilience communautaire et un vecteur d'inégalités. Les résultats de l'étude se déclinent en trois points principaux. Tout d'abord, les enseignants bénévoles s'engagent malgré la précarité, mais motivés par l'espoir d'une reconnaissance future. Ensuite, la survie de l'école dépend largement du soutien de la communauté locale, qui la considère comme un bien commun malgré les ressources limitées. Enfin, la précarité structurelle et le faible niveau de qualification des enseignants compromettent les parcours scolaires des élèves.

Approche méthodologique : Dans le cadre de cette étude portant sur le bénévolat éducatif à Peupleu 2, village enclavé du département de Danané, nous avons adopté une approche méthodologique à base communautaire. Cette approche nous a permis de comprendre les dynamiques éducatives locales, de saisir les logiques sociales, culturelles et institutionnelles qui sous-tendent cette forme d'engagement éducatif. Plusieurs outils ont été mobilisés pour recueillir des données de terrain diversifiées et ancrées dans le vécu des acteurs locaux : l'observation de l'environnement physique, social du milieu, des locaux de l'école pour avoir une idée des interactions entre élèves, parents et enseignants. Des entretiens semi-directifs ont été menés avec différents profils d'acteurs : bénévoles, parents d'élèves, membres du COGES, le directeur de l'école (seul enseignant qualifié de l'Etat). Les échanges avec ces différents acteurs ont permis de faire émerger des récits subjectifs sur l'histoire de l'école, les parcours des enseignants, leurs motivations, les difficultés du milieu et la représentation que se font les populations de la qualité de l'école. Un focus groups a été organisé avec les parents d'élèves et les animateurs du COGES pour favoriser l'expression collective et faire ressortir les représentations sociales partagées autour de l'école, du bénévolat, et des attentes communautaires en matière d'éducation. Cette méthodologie fondée sur l'implication directe des acteurs communautaires a permis de rendre compte des facteurs qui structurent leurs rapports à l'école. Cette démarche a révélé que, loin d'être une simple réponse technique à une carence de l'Etat, le bénévolat éducatif participe à une économie morale locale, marquée à la fois par des logiques de solidarité, des attentes, de reconnaissance sociale, mais aussi des rapports de pouvoir et d'exclusion (Hyden 2008, P. 3). Cette approche s'est avérée particulièrement pertinente pour analyser les conditions d'apprentissage dans un contexte où l'éducation repose sur des dispositifs informels et communautarisés. Elle a permis de mettre en lumière la manière dont le bénévolat, tout en répondant à des besoins réels, contribue à la reproduction des inégalités scolaires et sociales, en légitimant des pratiques éducatives précaires dans des espaces déjà marginalisés. Le choix des 11 personnes constituant l'échantillon de l'étude a été facilité par notre relais local qui nous a aidé à constituer le premier noyau de participants. À partir de ce noyau initial, nous avons pu élargir progressivement notre échantillon en nous appuyant sur les informations recueillies lors de nos premiers échanges. L'échantillon est composé de six (6)

parents d'élèves, deux (2) membres du bureau du COGES local, des trois (3) enseignants de l'école y compris le directeur. Soit, un total de onze (11) personnes. Les données de cette étude sont essentiellement narratives et communiquent des informations clés sur l'école primaire du village. Produits des témoignages, des opinions, des expériences et du vécu des différents acteurs impliqués dans le maintien de l'école du village, ces données donnent une idée claire des histoires personnelles ou collectives de ces acteurs en relation avec l'espace scolaire et communautaire. Les témoignages mettent en lumière la manière dont l'école primaire du village participe à la reproduction des hiérarchies sociales (Bourdieu and Passeron 1970) à travers des mécanismes de sélection et d'acceptation qui ne sont pas le plus souvent voulus et souhaités, mais qui sont imposés par l'environnement immédiat. D'un autre côté, ces témoignages rappellent les différentes formes de bricolages théorisés par De Certeau cité par (Proulx 1994). Les données recueillies reviennent sur les conditions de travail précaires face à des institutions scolaires et communautaires rurales mobilisant des ressources limitées. Les témoignages des uns et des autres reviennent sur l'improvisation et le contournement quotidien des règles formelles d'apprentissage afin de maintenir à minima la continuité pédagogique. Le choix des acteurs s'explique par le rôle que chacun d'eux jouent dans le dispositif de fonctionnement de l'école de la communauté rurale de Peupleu 2. En raison de l'importance de leur rôle dans le jeu des relations à l'œuvre dans l'espace scolaire et communautaire, ils nous ont permis à la fois d'avoir des points de vue précis sur le processus de maintien du bénévolat et de comprendre l'ensemble des dynamiques sociales et pédagogiques réinventées pour la continuité de l'école dans le village.

RESULTATS

Le bénévolat éducatif en contexte de précarité : entre dénuement matériel et persistance de l'engagement

Dans le champ éducatif ivoirien, les bénévoles sont le plus souvent mobilisés comme réponse momentanée au manque d'enseignants qualifiés dans le secteur public ivoirien. Particulièrement dans les zones défavorisées, le recrutement des bénévoles dans les établissements scolaires, s'inscrit le plus souvent dans une dynamique structurelle de précarisation du service public d'éducation. À Peupleu 2, les enseignants bénévoles travaillent quasiment dans des conditions de survie et de sacrifice.

Peupleu 2 : un territoire enclavé et oublié

Situé à une quarantaine de kilomètres de la ville de Danané, le village de Peupleu 2, est une illustration de l'enclavement géographique et de la précarité territoriale qui affecte de nombreuses zones rurales ivoiriennes. Les témoignages des participants font état d'une extrême gravité concernant les multiples formes d'isolement et de précarité auxquels les populations sont confrontées quotidiennement. Sur le plan géographique, le village est accessible à pied uniquement. Pour rejoindre l'axe Danané-Liberia et espérer, trouver une moto, il faut parcourir trois kilomètres en traversant des cours d'eaux qui deviennent parfois infranchissables en saison de pluies. Les témoignages des populations et les observations de terrain indiquent également que cet isolement géographique est doublé d'une marginalisation sociale et économique. En effet,

les difficultés d'accès aux marchés en raison de l'enclavement, limitent toute valorisation du travail agricole et maintient les producteurs dans une économie de subsistance. Pour traduire les difficultés rencontrées dans la vie quotidienne et dans l'écoulement des produits agricoles, un participant avance ceci :

« Pour vendre nos produits agricoles, on loue les gens qui transportent les sacs sur la tête pour aller sur la route pour prendre moto pour aller à Danané. Quand quelqu'un est malade, on le prend au dos pour l'envoyer sur la route ». Extrait d'entretien.

Les différents défis existentiels évoqués dans ce témoignage se rapportent globalement à l'isolement, à l'éloignement et surtout, à l'absence d'infrastructure sociale de base. Le village est accessible uniquement à pied et la voie devient impraticable en saison pluvieuse. L'absence d'infrastructures (route, commerce, soins de santé, éducation), combinée à l'éloignement du village, est perçue par les populations comme obstacle à l'expression de leur plaine citoyenneté. C'est ce que tente d'exprimer cet intervenant à travers les propos suivants :

« L'école appartient à l'Etat et n'est pas construite. Elle ressemble à une cabane. L'Etat n'envoie pas des enseignants qualifiés ». Extrait d'entretien.

Cette réalité n'est pas seulement physique, aux yeux des participants, elle traduit un sentiment d'abandon et d'injustice sociale, ressentie de manière aiguë comme l'atteste les propos de cet habitant, membre du COGES du village :

« L'école n'a reçu son premier enseignant titulaire qu'en 2023, soit huit ans après son ouverture et quand il pleut, on est obligé de laisser les enfants partir à la maison ». Extrait d'entretien.

Face à cette situation que les populations perçoivent comme un signe d'abandon de l'Etat, certains participants n'ont pas manqué de revenir sur les initiatives communautaires visant à se prendre en charge et de prendre en main, comme ils l'affirment eux-mêmes, leur destin :

« On prend machette pour nettoyer la route ; on prend daba pour fermer les trous sur la route. Pour l'école, chaque année, on est obligé de faire tout pour trouver des bénévoles ». Extrait d'entretien.

Des conditions de vie précaires et des infrastructures colaires rudimentaires

En dehors des éléments frappants liés au contexte d'enclavement du village, plusieurs autres facteurs participent de la mise en scène de la précarité, notamment en ce qui concerne les conditions d'apprentissage pédagogiques des élèves. Selon les participants, en dehors du directeur qui reste le seul enseignant qualifié de l'Etat, ils sont obligés chaque année de « courir » pour recruter des enseignants ou des volontaires afin de combler le déficit en personnel. À ce jour, l'effectif des enseignants de l'école reste limité à trois, dont deux sont des bénévoles. L'école se compose de trois classes construites en abris de paille, abritant chacune deux niveaux d'étude, allant du CP1 au CM2 comme l'indique les combinaisons suivantes : CP1-CM2, CP2-CE1 et CE2-CM1. Sans oublier aussi que l'école fonctionne dans un environnement précaire avec des infrastructures rudimentaires,

faites d'abris en cabanes (pailles), vulnérables aux intempéries. Certains membres de la communauté, plus critiques, perçoivent la précarité des conditions de leur école, comme un signe d'injustice sociale, traduisant une inégalité territoriale dans la mise en œuvre des politiques publiques d'éducation.

« Nous sommes dans le même pays, mais, ce sont nos enfants qui ont toujours problèmes de maître, problème de salle de classe. Si on nous donnait au moins un peu dans ce qu'on demande, mais rien. Vous-mêmes, vous voyez l'école ». Extrait d'entretien.

Ces témoignages illustrent comment la communauté villageoise, le directeur de l'école et les enseignants bénévoles de Peupleu 2, incarnent un engagement singulier dans un contexte marqué par une précarité profonde et des conditions de travail extrêmement difficiles (infrastructure scolaire inadéquate, isolement géographique, routes impraticables, absence de matériel didactique, absence de rémunération). Malgré ces défis multiples : conditions de vie et de travail difficiles, l'école continue de fonctionner. Dès lors une question se pose : Qu'est-ce qui pourrait expliquer cette logique d'investissement social et moral des acteurs locaux de l'école de Peupleu 2, alors même qu'aucune garantie concrète ne conforte l'assurance d'une promesse de rénovation de l'école ou d'un début de modernisation du village ou même d'une titularisation ou de reconnaissance officielle pour les enseignants bénévoles ?

Solidarité collective autour de l'école

Chaque année, pour assurer la continuité de l'école, les populations de Peupleu 2, les parents d'élèves, les enseignants bénévoles, le directeur et les responsables du COGES actionnent les leviers de la solidarité collectives, malgré la pénibilité de leurs conditions de vie. Cet engagement altruiste illustre l'existence d'une éthique communautaire fondée sur le don et le sacrifice, tout en révélant comment le capital social et le bricolage deviennent des ressources de substitution en temps de difficultés. Cependant, cette solidarité locale, aussi admirable soit-elle, ne suffit pas à compenser les carences structurelles de l'Etat en matière d'éducation.

L'école décrite à la fois comme un levier de développement du village et comme un bien commun

Le sentiment de fierté de disposer d'une école longtemps attendue¹, pousse les populations de Peupleu 2 à la considérer comme un atout pour le développement du village et un bien commun à protéger. Cela est à l'origine du développement des initiatives communautaires visant à la fois la compensation des limites des actions de l'Etat et la continuité de l'école. Mais, en raison de la précarité économique qui frappe les populations et de l'état rudimentaire de l'école, la solidarité communautaire autour de l'école se construit dans un rapport ambivalent, entre attachement affectif fort et charge matérielle pesante. Une analyse ethnographique des témoignages des acteurs locaux, permet de mettre en lumière les formes concrètes de soutien à l'institution scolaire, révélatrices d'une économie morale partagée et d'une résilience collective face à la précarité. Parmi

¹ À travers les divers récits, on retient que la communauté villageoise attend énormément de l'école. Malgré leurs conditions de vie précaires, les villageois ne manquent pas d'admettre que seule l'école pourrait, un jour, leur permettre de voir se réaliser le développement de leur village. C'est ce qui motive, au moins partiellement, leur engagement.

les différents types soutiens, on observe notamment les contributions financières communautaires organisées lors des assemblées générales. Ces cotisations exceptionnelles permettent de soutenir les enseignants bénévoles, comme l'explique ce responsable du COGES :

« Avec le concours des parents d'élèves, en assemblée, on réunit tout le monde pour des cotisations exceptionnelles afin de venir en aide aux bénévoles ». Extrait d'entretien.

Ce témoignage illustre un fort sentiment d'existence de solidarité collective et d'une obligation morale au profit de l'institution scolaire. Les familles, malgré leur précarité et la vulnérabilité socioéconomique, s'imposent le sacrifice financier, convaincus que l'avenir de leurs enfants passent par l'école. Au-delà de l'aide financière, la solidarité communautaire se manifeste aussi dans le recrutement des enseignants, l'hébergement et le soutien moral et symbolique apporté aux enseignants bénévoles, l'entretien collectif des routes pour maintenir l'accès à l'école ou encore l'auto-construction de salles de classe. Dans chacun de ces registres, ce sont les populations locales, le directeur de l'école et les enseignants bénévoles qui sont collectivement en première ligne, pour assurer la survie de l'école.

Acteur central de l'institution scolaire, le directeur de l'école entre précarité et économie morale

Dans le village de Peupleu 2, malgré la précarité des conditions de vie et de travail, le directeur de l'école porte l'institution scolaire à bout de bras. Affecté huit ans après l'ouverture de l'école en 2015, il est le seul enseignant qualifié de l'Etat et cumule les fonctions d'enseignant, de directeur et de superviseur pédagogique, dans un environnement matériel extrêmement dégradé. Son rôle va bien au-delà de ses responsabilités professionnelles officielles et s'inscrit pleinement dans une économie morale du don, du sacrifice et du dévouement. Sur le plan pédagogique, l'école manque d'équipement. Au niveau financier, la subvention du COGES et les aides ponctuelles de la communauté sont insuffisantes pour couvrir les besoins basiques de l'école, tels que l'achat des tables-bancs ou pourvoir au salaire des enseignants bénévoles. Faute de moyen, les enseignants vivent comme ils l'affirment eux-mêmes, « avec les moyens du bord ». Face aux différentes formes de précarité, les réponses du directeur s'inscrivent dans un ordre d'économie morale de résilience. Ainsi, en réponse à l'insuffisance des enseignants, sa réponse a été le cumul des fonctions et des niveaux d'étude. En réponse aux difficultés financières que rencontre les enseignants bénévoles, les témoignages présentent le directeur comme celui qui prend souvent en charge et de façon personnelle, les repas des enseignants bénévoles. Ce qui révèle une solidarité directe, informelle et quasi domestique, en l'absence de rémunération stable pour les bénévoles.

« Quelquefois, quand ça ne va pas, le directeur est obligé de mettre quelque chose au feu pour qu'on mange ». Extrait d'un entretien.

Pour répondre aux défis de l'isolement communautaire et des barrières linguistiques², il a appris à parler la langue locale

² Le directeur exerce dans une localité dont la langue n'est pas celle de son groupe ethnolinguistique. Pour pallier cette difficulté, il a pris la décision d'apprendre la langue yacouba, parlée dans la localité.

pour faciliter son intégration au sein de la communauté d'accueil. Alors qu'il est le seul agent fonctionnaire en poste, le directeur déclare vouloir continuer à exercer dans cette localité isolée et confrontée au manque d'infrastructures de base et de collègues qualifiés.

« Je vais essayer de rester encore ici à l'école ». Extrait d'entretien.

La décision du directeur de continuer à travailler dans le village de Peupleu 2, témoigne de son attachement à la mission d'éducation et à son engagement professionnel. Ce qui le positionne comme une figure centrale dans l'économie morale de l'éducation rurale. Il répond aux défis du quotidien par un investissement professionnel, moral et économique. Dans cette école perçue comme un bien commun, son action illustre les formes concrètes de résilience individuelle et collective dans un contexte de précarité structurelle prolongée.

Les enseignants bénévoles, un engagement entre précarité matérielle et attentes sociales

Les enseignants de Peupleu 2 poursuivent leur mission d'éducation dans des conditions de travail particulièrement précaires. L'analyse des différents témoignages montre que leur engagement s'inscrit dans une logique d'économie morale. Sans rémunération stable ni reconnaissance institutionnelle, portés par une double force : la loyauté envers leur communauté et l'espérance d'une reconnaissance future. Cette forme d'engagement prend sens dans une attente d'amélioration des conditions d'accès à une formation, voire d'une titularisation à venir. C'est ce constat qui se dégage des échanges avec l'un des bénévoles, qui affirme avoir quitté un emploi mal rémunéré dans l'agriculture industrielle. Sans formation formelle reconnue, ni rémunération régulière, il a décidé de s'installer dans le village de Peupleu 2 pour assurer un rôle d'enseignant, car il déclare aimer le métier et souhaite aider les enfants et participer au développement du village. Comme on peut le remarquer, le déplacement professionnel du bénévole concerné ne répond pas à une logique économique rationnelle, mais à une dynamique d'affiliation sociale. Comme il le dit lui-même :

« Ici au village, le bénévolat éducatif est présenté comme un service rendu à la communauté, à nos petits frères et à nos enfants ». Extrait d'entretien.

C'est dans ces conditions que les enseignants bénévoles sont responsabilisés pour plusieurs niveaux de classe sans formation préalable, mais avec pour seul soutien moral et financier, l'aide ponctuelle du directeur ou de la communauté. Malgré ces défis multiples : conditions de vie et de travail difficiles, salaire inexistant, les bénévoles poursuivent leur mission d'enseignement, sans reconnaissance administrative de leur statut et affrontent chaque jour des réalités éprouvantes, allant parfois jusqu'à dépendre de la générosité du directeur pour assurer leurs repas.

Effets cumulés d'un environnement d'exclusion social et éducatif sur les parcours scolaires

Les différents défis existentiels évoqués dans les témoignages se rapportent globalement à l'isolement, à l'éloignement et surtout, à l'absence d'infrastructure sociale de base. C'est sans

doute en gardant à l'esprit le calvaire de l'isolement que cet intervenant a tenu les propos suivants :

« Quand il pleut, là ! on ne peut pas bouger, parce que les petits, petits rivières ferment la route. Vraiment ! Ici, on est en souffrance de la route ». Extrait d'entretien.

Une dynamique communautaire de résistance insuffisante

Les familles, la chefferie et les enseignants s'organisent pour que l'école ne ferme pas. Des campagnes locales sont parfois menées pour construire une classe, fournir des cahiers, ou accueillir un bénévole. Cependant, cette solidarité communautaire, bien que précieuse, ne suffit pas à elle seule pour corriger les déséquilibres structurels, qui semblent relever pour certains participants d'une injustice territoriale et d'un manque de politiques éducatives adaptées aux réalités de leur localité. Cette réalité, faite d'oubli institutionnel mais compensées par le bricolage communautaire, renforce malheureusement une forme de marginalisation silencieuse, à la fois des enseignants bénévoles et des élèves.

Les enseignants bénévoles entre soutien informel à l'école et risque d'accentuation des disparités scolaires

Face à l'absence de personnel qualifié, d'infrastructures scolaires et de soutien public, des initiatives locales émergent, notamment à travers le recours au bénévolat éducatif. Si la solidarité communautaire permet de faire vivre l'école, elle pose néanmoins une série de questions sociologiques sur le rôle de l'Etat, les formes d'inégalités produites par ces alternatives informelles, et les effets sur les parcours scolaires des élèves. C'est ce constat qui ressort des échanges avec le directeur de l'école et des responsables du COGES. Car comme ils le soutiennent, l'école de Peupleu 2 fonctionne en grande partie grâce à l'engagement bénévole. Deux enseignants non qualifiés prennent en charge la majorité des classes, tandis que le directeur, seul fonctionnaire affecté depuis 2023, doit assumer à la fois l'encadrement pédagogique et la direction de l'établissement. Face à cette situation, le président du COGES exprime une forme de résignation collective :

« Chaque année, on est obligé de taper, taper pour que les enfants puissent aller à l'école ». Extrait d'entretien.

Dans cette configuration, le bénévolat éducatif remplit une fonction de substitution plus que de complément. Il ne constitue pas un recours alternatif à l'insuffisance de l'offre structurelle de l'Etat, mais remplace par moment les acteurs de l'Etat. Ces dynamiques dans lesquelles les fonctions de l'école publique se délestent sur les familles ou des acteurs locaux, souvent dans les contextes défavorisés comme c'est ici le cas à Peupleu 2, illustrent ce que (Dubet 2004) appelle la privatisation par le bas. Des formes de responsabilisation locale qui déchargent l'Etat tout en masquant la reproduction des inégalités. Les inégalités liées aux conditions matérielles précaires (écoles en cabanes, routes impraticables, manque de ressources pédagogiques) qui influencent les apprentissages. Le directeur constate lui-même que « ces conditions matérielles ont tendance à influencer le niveau d'apprentissage des enfants », avec un taux de réussite très faible : seulement 2 admis sur 18 à l'examen du CEPE pour l'année 2025. De plus, les témoignages révèlent que les bénévoles sont recrutés sans réelle formation, parfois uniquement sur la base d'un niveau

d'étude correspondant à la classe de 3^{ème} ou d'une expérience informelle. Si leur engagement est sincère, leurs compétences pédagogiques restent limitées. L'un d'eux reconnaît d'ailleurs :

« Il est bon qu'on nous forme pour nous titulariser. »
Extrait d'entretien.

Ce système crée de profondes inégalités structurelles. Tandis que certains enfants, dans les zones urbaines ou mieux desservies, bénéficient d'enseignants qualifiés et d'écoles bien équipées, d'autres doivent composer avec des acteurs non formés, des infrastructures dégradées, et un accès limité à des parcours scolaires solides. Ce désengagement public révèle une fracture symbolique et politique. Les habitants se sentent exclus de l'égalité républicaine, cantonnés à un statut de citoyens de seconde zone. Ce désengagement public alimente également ce que (Tallon 2015) nomme une invisibilisation des périphéries rurales. Les populations de Peupleu 2 sont confrontées à une double peine : l'éloignement géographique devient une forme d'exclusion sociale, où les droits fondamentaux sont réduits à des services approximatifs, assurés par des bénévoles non reconnus. Les pratiques de bricolages éducatifs en tentant de remplacer silencieusement l'action publique, masquent de profondes inégalités qu'ils contribuent paradoxalement à entretenir.

DISCUSSION

Dans cette partie, nous analysons, les résultats de l'étude à la lumière de la littérature existante sur le bénévolat éducatif et les dynamiques communautaires en contexte de précarité avant de voir les implications théoriques et pratiques de la recherche. Les données recueillies à Peupleu 2 confirment les constats d'un ensemble de travaux antérieurs qui montrent que, dans les contextes de retrait de l'Etat, les communautés locales développent des formes de résilience collective pour assurer la continuité des services éducatifs. Toutefois, la présente étude permet d'aller plus loin en mobilisant des outils théoriques qui permettent de faire une lecture sociologique de la complexité des logiques sociales à l'œuvre dans l'engagement bénévole dans un contexte de marginalité (Theunynck 2011). Pour ce qui est des pratiques d'altruisme observées au niveau des enseignants bénévoles, du directeur de l'école et même des communautés locales, la théorie de l'économie morale nous aide à comprendre ces logiques comme des actions fondées sur des valeurs de solidarités communautaires de reconnaissance (Thompson 1991, p.76-136). Ce qui revient à dire qu'à Peupleu 2, les différents groupes d'acteurs qui interagissent dans le cadre du fonctionnement de l'école, n'agissent pas simplement pour combler un vide institutionnel, mais, bien plus, ils participent de façon collective ou individuelle à un ordre moral partagé dans lequel l'école est perçue à la fois comme un vecteur de transformation sociale, un espace où se joue l'avenir des enfants et, par extension, celui de toute la communauté, mais aussi un lieu de valorisation de soi individuel et collectif. Il en est ainsi des enseignants bénévoles, dont la présence régulière et l'implication active traduisent certes une forte idée d'adhésion à l'idée que l'école est un bien commun, un espoir collectif à protéger et à défendre, en dépit des insuffisances structurelles remarquables, mais aussi un espace de projection et de réalisation de soi, de reconnaissance sociale ou institutionnelle espérée, ainsi que l'affirme l'un des bénévoles interrogés :

« Vraiment, je suis fière de travailler dans le domaine de l'enseignement, mais j'aimerais que les autorités nous aident à améliorer nos conditions de vie. Ils peuvent aussi nous permettre de nous former parce qu'après tout ce temps que nous passons ici, où allons-nous aller ». Extrait d'entretien.

On peut noter l'apport de Marcel Mauss, notamment avec sa théorie du don et du contre-don pour renforcer la compréhension des dynamiques communautaires. De ce point de vue, l'engagement des bénévoles peut s'interpréter comme une action s'inscrivant dans une logique d'échange symbolique dans laquelle, le service rendu à la communauté (enseigner, assurer la continuité de l'école) constitue un don socialement chargé de sens: reconnaissance symbolique, valorisation sociale, ou un moyen de perpétuation du lien social. Ainsi, les services offerts par les bénévoles dans des conditions d'extrême précarité ne doivent pas être vus comme de simples actions altruistes ou comme des actes de générosité individuelle gratuite, mais bien plutôt comme des stratégies de participation à un système de relations ou d'échanges réciproques, où chaque action posée est un moyen de renforcement du lien social, d'une attente différée.

En dernier ressort, la théorie du capital social et symbolique développée dans les travaux de Pierre Bourdieu, nous aide à comprendre comment, en dépit de la pénibilité de la vie sociale, la communauté se réinvente pour activer des ressources relationnelles et symboliques qui font fonctionner l'école. Loin de représenter une simple action de substitution à l'action de l'Etat, les engagements divers des acteurs communautaires pour faire vivre l'école peuvent être interprétés comme la mobilisation d'une capacité des populations à produire de la solidarité en période de pénurie collective. Cela démontre également comment l'école communautaire est fortement dépendante des ressources fragiles, non monétaires, au demeurant incapables de compenser durablement les inégalités structurelles. Cela revient à dire que si le capital social ou symbolique agit ici comme une ressource de survie, il peut aussi constituer un facteur de reproduction des inégalités scolaires. Les différents types de soutiens apportés à l'institution scolaire par la communauté, qu'il s'agisse de financement, de logement, de dons en nature, sont produits dans un contexte marqué par une forte marginalisation socio-économique. Pour (Dubet 2004), cette situation limite considérablement l'accès des élèves à une éducation de qualité comparable à celle des milieux urbains ou institutionnellement favorisés.

Implications de l'étude

L'étude socio-ethnographique menée à Peupleu 2, dans l'ouest ivoirien, ouvre un portail sur la compréhension de ce que signifie réellement « faire école » dans des espaces où l'absence de l'Etat laisse place à des formes d'engagement informel, souvent invisibilisées, mais essentielles à la continuité éducative. L'exemple de Peupleu 2 met en lumière une forme de résilience éducative communautaire, qui mérite d'être pensée autrement que comme un simple palliatif à l'insuffisance de l'Etat. À travers la mobilisation de bénévoles non formés, l'étude montre que la communauté, bien marquée par la précarité, assure la continuité de l'école. Sur le plan théorique, cette dynamique communautaire entre en résonance avec l'approche conceptuelle de (Dubet 2004) selon laquelle, en l'absence ou en cas d'insuffisance de l'action publique, les

populations locales développent leurs propres réponses aux problèmes collectifs, sans disposer nécessairement des moyens, ni de la légitimité institutionnelle pour le faire. Toutefois, si un tel processus témoigne d'une réinvention du social par le bas, il peut aussi constituer un vecteur de légitimation d'inégalités durables s'il n'est pas encadré. Cela signifie qu'il devient crucial que les pouvoirs publics et les partenaires au développement reconnaissent la valeur sociale des dynamiques de solidarité à l'œuvre dans le champ de l'éducation. Cela passe par la structuration des différentes formes d'engagement volontaires à travers des formations, des incitations ou une intégration progressive dans les systèmes éducatifs formels. Cela pourrait transformer cette entraide spontanée en force durable de développement éducatif. Au plan de la comparaison, ce phénomène n'est pas propre à la Côte d'Ivoire. Il existe des analogies en Afrique subsaharienne et dans d'autres pays ailleurs dans le monde, où les formes hybrides d'éducation communautaire se développent dans les interstices de l'action publique. On peut citer l'exemple de Bridge International Academies du Kenya qui montre comment une école communautaire peut être structurée autour d'une forte implication des parents, encadrée par des dispositifs de gouvernance. Dans le cadre du modèle kenya, la formation continue des enseignants, même sans diplôme au départ, est un atout du dispositif, car c'est elle qui garantit une qualité pédagogique durable. Parmi les innovations, il y a également l'usage de la technologie et des évaluations régulières. Cette ingénierie permet de suivre les progrès et d'adapter les pratiques, même dans des contextes précaires. Pour renforcer sa légitimité auprès des autorités, Bridge affiche des résultats scolaires supérieurs à la moyenne. Ces stratégies ont permis l'intégration de l'expérience Bridge dans le système éducatif national du Kenya et même dans les pays voisins comme l'Ouganda (Xavier 2015). Cet exemple du Kenya suggère que la résilience communautaire peut devenir un levier d'innovation éducative, si elle est reconnue, soutenue et encadrée.

CONCLUSION

Cette étude consacrée au recrutement des jeunes déscolarisés ou des adultes volontaires non formés au métier de l'enseignement pour assurer la continuité de l'école à Peupleu 2, un village isolé de la région de Danané dans l'ouest ivoirien, a permis de mettre en lumière une dynamique éducative singulière, façonnée par la précarité, l'isolement et l'absence partielle de l'Etat. Dans ce contexte, la mobilisation des bénévoles dans l'enseignement a été interprétée comme une action qui ne se limite pas simplement à une réponse technique à l'absence d'enseignants qualifiés. Mais plutôt comme une action incarnant une économie morale, fondée sur des normes de solidarité collectives et des attentes symboliques. Cet engagement des acteurs communautaires de l'éducation basé sur des logiques informelles et caractérisé par des équilibres précaires en raison essentiellement de la vulnérabilité de l'environnement social, parvient à assurer relativement la continuité du service éducatif. Cet engagement invite à repenser la place du bénévolat dans les systèmes éducatifs fragiles, en conciliant reconnaissance sociale, solidarité communautaire et impératifs d'équité. Car, aussi ingénieux soit-il, ce modèle risque, à terme de légitimer une éducation à deux vitesses si les politiques publiques et les partenaires au développement en charge de l'éducation ne reconnaissent pas pleinement le potentiel de ces dynamiques émergentes.

Valoriser et organiser ces initiatives, profondément basées sur les savoirs, le vécu et les pratiques communautaires, pourrait permettre d'en faire un levier essentiel pour une éducation inclusive, équitable et de qualité dans les zones rurales marginalisées (Easton and Kane 2000).

REFERENCES

- Bourdieu, P. (1980, p. 2-3). Le capital social. Actes de la recherche en sciences sociales. Notes provisoires, 31 janvier
- Bourdieu, P. and J.-C. Passeron (1970). La reproduction. Elements pour un système d'enseignement. Paris, Les éditions de Munit.
- Dubet, F. (2004). L'École des chances. Qu'est-ce qu'une école juste ? Paris, Le Seuil.
- Easton, P. and L. Kane (2000). Les savoirs locaux et l'école : Le potentiel et les dangers de l'enseignement communautaire dans les régions de l'ouest du Sahel. Notes sur les connaissances autochtones : 23434. World Bank Document.No 22, juillet 2000.
- Hyden, G. (2008, P. 3). "L'économie de l'affection1 et l'économie morale dans une perspective comparative : qu'avons-nous appris ? Goran Hyden." Cairn. Info.
- Proulx, S. (1994). "Une lecture de l'oeuvre de Michel de Certeau : L'invention du quotidien, paradigme de l'activité des usagers." Persée volume 15 n°2 : pp. 170-197.
- Tallon, H. (2015). Pauvreté et précarité dans les espaces ruraux : quelle voie pour une lecture géographique du phénomène ? 52e colloque de l'ASRDLF Territoires méditerranéens, agriculture, alimentation et villes, ASRDLF, Jul 2015, Montpellier, France.
- Theunynck, S. (2011) "Stratégies de construction scolaire pour l'éducation primaire universelle en Afrique. Faut-il habiliter les communautés à construire leurs écoles ?" Série développement humain de la région Afrique, 302 P.
- Thompson, E. (1991, p.76-136). " The Moral Economy Reviewed " Customs in Common The Merlin Press, Londres p. 259-351.
- Xavier, B. (2015). Les écoles low cost suscitent la polémique. Jeune Afrique. Nairobi.
